



national treasury

Department:
National Treasury
REPUBLIC OF SOUTH AFRICA



Ministry of
**Finance and Economic
Development**



**Le Cap,
Novembre 2011**

I: Tendances récentes en matière de finances publiques : le cas de l'Éthiopie

• A: Vue d'ensemble de la situation

- ✓ La population de l'Éthiopie compte plus de 80 millions d'habitants ;
- ✓ C'est un État fédéral, composé d'un gouvernement fédéral, de 9 régions fédérales et 2 villes au statut particulier ;
- ✓ L'agriculture est la ressource de base pour 84% de la population (41,1% du PIB), suivie des services (46,6%) et de l'industrie (13,4%) ;
- ✓ Les dernières années ont été marquées par une forte croissance économique. Le taux réel de croissance du PIB, soutenu par l'amélioration de la production agricole et des investissements publics à grande échelle dans les infrastructures, a atteint une moyenne de 11,4% au cours des huit dernières années ;
- ✓ Cette bonne performance de la croissance a contribué à une diminution importante de la pauvreté et au bon espoir d'atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement ;
- ✓ Au cours de ces dernières années, la politique budgétaire s'est concentrée sur le renforcement de la mobilisation des recettes intérieures et l'augmentation des dépenses en faveur des pauvres

Tendances récentes en matière de finances publiques : suite

- **B : Performances en termes de recettes et de dons**
 - Les recettes fiscales ont augmenté de 36% en moyenne au cours des quatre dernières années ;
 - En 2006/2007 elles représentaient 10,1% du PIB ; elles ont chuté à 8,6% (2008/2009), mais sont remontées à 11,5 % pour l'exercice budgétaire 2010/2011 ;
 - Dans l'ensemble, la performance concernant les subventions est en baisse, mais le système de protection des secteurs de base (*Protection of Basic Sectors*) s'est amélioré, en raison de la crise économique mondiale ;
 - La performance économique et les efforts de réforme de la politique fiscale au cours de la dernière décennie, soutenus par le FMI, ainsi que les efforts récents portant sur l'administration fiscale, sont des éléments essentiels de la performance des recettes fiscales.

Tendances récentes en matière de finances publiques : suite

Tableau 1 : Résultats généraux des recettes et des dons, 2006/2007 à 2010/2011

En millions de birrs

	2006/2007	2007/2008	2008/09	2009/2010	2010/2011
Total des recettes et des dons	29380	39705	54637	66240	85611
Recettes intérieures	21796	29794	40184	53864	69120
Recettes fiscales	17353	23801	29008	43318	58981
<i>(taux de croissance annuelle)</i>		37	22	49	36
Impôts directs	5167	7015	9868	14906	19550
Impôts indirects	12186	16785	19139	28412	39431
Impôts indirects intérieurs	3997	5092	7325	10727	15705
Droits et taxes à l'importation	8189	11693	11814	17685	23726
Recettes non-fiscales	4444	5993	11176	10546	10139
Dons	7583	9911	14454	12376	16491
	<u>(En pourcentage du PIB)</u>				
Total des recettes et des dons	17,1	16,0	16,3	17,3	16,7
Recettes intérieures	12,7	12,0	12,0	14,1	13,5
Recettes fiscales	10,1	9,6	8,6	11,3	11,5
Recettes non-fiscales	2,6	2,4	3,3	2,8	2,0
Dons	4,4	4,0	4,3	3,2	3,2
<i>PIB au prix courant du marché</i>	<i>171989,0</i>	<i>248302,7</i>	<i>335392,0</i>	<i>382938,6</i>	<i>511157,0</i>

Tendances récentes en matière de finances publiques : suite

- **C : Dépenses publiques**

- ❑ Au cours de l'exercice budgétaire 2004/2005 environ 57% du budget total de l'État a été attribué aux secteurs visant à réduire la pauvreté. Cette proportion est passée à 64,2% en 2007/2008, puis a diminué légèrement à 63,1% en 2008/2009, pour finalement remonter à 66% au cours de l'exercice budgétaire 2010/2011.
- ❑ Par ailleurs, les donateurs ont conclu un accord avec le gouvernement et ont acheminé l'ensemble des dons non liés pour soutenir ces secteurs au moyen du projet de protection des secteurs de base (*Protecting Basic Services*) depuis 2006.
- ❑ Par conséquent, ces quatre dernières années de grandes améliorations ont été constatées, tant au niveau de la quantité que de la qualité des services de base.

Tendances récentes en matière de finances publiques : suite

**Tableau 2 : Résultats généraux des dépenses publiques, 2006/2007-
à 2010/2011**

En millions de birrs

	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011
Dépenses totales	35607	46915	57774	72598	93832
Dépenses courantes	17165	22794	27176	32537	40535
Dépenses d'investissement	18442	24121	30599	40061	53297
Dont dépenses en faveur des pauvres (courantes + d'investissement)	22360	30050	36213	47789	62378
<i>(part des dépenses totales en pourcentage)</i>	63	64	63	66	66
Éducation	8411	10012	12761	17249	23345
Santé	2350	3405	3873	4693	6307
Agriculture	5113	6209	7502	6994	8246
Réseau routier	5001	8286	9804	13973	18543
Eau	1484	2139	2272	4882	5938
	<u>(En pourcentage du PIB)</u>				
Dépenses totales	20,7	18,9	17,2	19,0	18,4
Dépenses courantes	10,0	9,2	8,1	8,5	7,9
Dépenses d'investissement	10,7	9,7	9,1	10,5	10,4
Dont dépenses en faveur des pauvres (courantes + d'investissement)	13,0	12,1	10,8	12,5	12,2
Éducation	4,9	4,0	3,8	4,5	4,6
Santé	1,4	1,4	1,2	1,2	1,2
Agriculture	3,0	2,5	2,2	1,8	1,6
Réseau routier	2,9	3,3	2,9	3,6	3,6
Eau	0,9	0,9	0,7	1,3	1,2
PIB au prix courant du marché	171989,0	248302,7	335392,0	382938,6	511157,0

Tendances récentes en matière de finances publiques : suite

- **D : Financement**
- La situation macroéconomique éthiopienne de ces cinq dernières années est unique. Alors que le reste de l'économie mondiale a subi une déflation, l'économie éthiopienne a fait face à deux défis (l'inflation et des réserves de change faibles) ;
- Le gouvernement a donc adopté des politiques fiscales et monétaires strictes ;
- Aucun espace budgétaire ne finance le déficit ;
- Lors de l'exercice budgétaire 2008/2009, les emprunts intérieurs publics ont été complètement éliminés, et les emprunts du secteur privé ont été réduits de manière significative ;
- Par conséquent, plusieurs projets d'investissements privés et publics ont été reportés, certaines dépenses publiques prévues ont été réduites, et les salaires des fonctionnaires ont été compressés.

Tendances récentes en matière de finances publiques : suite

Tableau 3 : Financement public général, 2006/2007 à 2010/2011

En millions de birrs

	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011
Total des recettes et des dons	29380	39705	54637	66240	85611
Recettes intérieures	21796	29794	40184	53864	69120
Dons	7583	9911	14454	12376	16491
Dépenses totales	35607	46915	57774	72598	93832
Solde global, dons compris	-6227	-7210	-3137	-6358	-8221
Solde global, hors dons	-13811	-17121	-17591	-18734	-24712
Financement	6227	7210	3137	6358	8221
Extérieur (net)	1913	2396	3176	4131	7798
Intérieur (net)	6246	6580	-417	1758	111
Part résiduelle	-1931	-2774	-95	-228	-1146
<u>(En pourcentage du PIB)</u>					
Recettes et subventions totales	17,1	16,0	16,3	17,3	16,7
Recettes intérieures	12,7	12,0	12,0	14,1	13,5
Dons	4,4	4,0	4,3	3,2	3,2
Dépenses totales	20,7	18,9	17,2	19,0	18,4
Financement	3,6	2,9	0,9	1,7	1,6
Extérieur (net)	1,1	1,0	0,9	1,1	1,5
Intérieur	3,6	2,7	-0,1	0,5	0,0
<i>PIB au prix courant du marché</i>	<i>171989,0</i>	<i>248302,7</i>	<i>335392,0</i>	<i>382938,6</i>	<i>511157,0</i>

II: Impact du ralentissement économique mondial sur l'économie éthiopienne

- Le gouvernement éthiopien et le FMI étudient l'impact de la crise économique mondiale de 2008 qui a affecté gravement le faible niveau des réserves de change du pays ;
- Suite à la hausse des prix des produits alimentaires et du pétrole en 2008 et suite à la crise économique mondiale, les réserves nationales ont beaucoup diminué ;
- Les recettes provenant des exportations de marchandises, les envois de fonds, l'exportation et les IDE ont été mis sous pression ;
- Le FMI a donc offert (un accord de Protection contre les chocs exogènes) environ 297 millions d'US\$ de soutien à la balance des paiements (BDP) fin 2009 ;
- Ceci a amélioré le niveau des réserves de change.

III: Perspectives financières pour 2011/2012

- Les prévisions de croissance du PIB réel en 2011/2012 sont comprises dans les 11% visés ;
- Toutefois, l'inflation continue de faire pression, les chiffres moyens pour 2010/2011 sont restés à 18,1 et la croissance d'un mois à l'autre est de 38,1% ;
- Des mesures radicales ont été prises concernant les arrangements fiscaux et monétaires ;
- Le gouvernement a décidé de stopper l'instrument de crédits directs de la Banque nationale d'Éthiopie pour financer le déficit budgétaire, restreint au moyen de ventes d'OT ;
- Cela implique que le financement du budget fédéral n'est plafonné qu'au montant des recettes intérieures perçues et des décaissements des donateurs.

Perspectives financières pour 2011/2012

- Mise en œuvre du plan quinquennal de développement, le « Plan de croissance et de transformation » (*Growth and Transformation Plan ou GTP*), 2010/2011 à 2013/2014 ;
- Le GTP a été officiellement présenté au FMI et aux autres partenaires au développement qui l'ont trouvé ambitieux mais réalisable ;
- Toutefois, le FMI conseille à l'Éthiopie de ralentir sa croissance économique pour contrôler l'inflation ;
- Le gouvernement éthiopien considère ce point de vue comme un principe faible et ne ralentira pas sa croissance économique pour contrôler l'inflation. C'est simple : ces projets publics d'infrastructures emploient des millions de pauvres ; s'il ralentissait la croissance, des millions de personnes devraient être licenciées (*c'est un peu comme trouver chaussure à son pied plutôt que couper le pied pour qu'il aille dans la chaussure*).

Perspectives financières pour 2011/2012

- Accord de mise en œuvre des nouveaux Objectifs du millénaire pour le développement ;
- Le soutien régional **approfondissant la décentralisation budgétaire** est et restera au cœur de la politique publique du gouvernement ;
- Dans ce but, le gouvernement éthiopien maintient son engagement de déléguer des pouvoirs fiscaux aux niveaux inférieurs de gouvernement ;
- Depuis la fin de l'exercice budgétaire 2004 (2011/2012) 15 milliards de birrs ont été alloués aux gouvernements régionaux en dehors des versements attribués par le BG.

Gracias

SCÖ"KG

Thank you!

Hvala

謝謝

Merci

Danke

Grazie